CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

TRSB GROUPE

Société anonyme au capital de 322.215,20 euros
Siège social : 11, rue Kepler – 75016 Paris
438 761 801 R.C.S. Paris
N° Siret 438 761 801 00028

AVIS DE CONVOCATION

Mmes et MM. les actionnaires de la société TRSB GROUPE (ci-après « **TRSB GROUPE** » ou également la « **Société** ») sont informés qu'ils sont convoqués en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, le 6 juin 2013, à 14 heures, au siège social de la Société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

Ordre du jour

A TITRE ORDINAIRE

Première résolution : Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
Deuxième résolution : Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
Troisième résolution : Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
Quatrième résolution : Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ;
Cinquième résolution : Approbation des charges non déductibles au titre de l'article 39-4 du Code général des impôts ;
Sixième résolution : Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Philippe Guinchard ;
Septième résolution : Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Claude Vaury ;
Huitième résolution : Renouvellement du mandat de censeur de la société CDC Entreprises ;
Neuvième résolution : Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire ;
Dixième résolution : Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire ;
Onzième résolution : Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant ;
Douzième résolution : Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant ;

A TITRE EXTRAORDINAIRE

Treizième résolution : Modification des termes et conditions des OCBSA émises en application de la 2ème résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 mars 2010 ;
Quatorzième résolution : Pouvoirs pour formalités

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Première résolution (*Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels,
- constate que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 font apparaître un résultat d'exploitation de 929.069 € ; et
- approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, qui font apparaître une perte de 577.848 €.
L'assemblée générale donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs au titre de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.
Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mission.

Deuxième résolution (*Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, comprenant le bilan, le compte de résultat consolidés ainsi que l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.
L'assemblée générale constate que les comptes consolidés de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2012 font apparaître une perte de 1.054.000 €.

Troisième résolution (*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012,
(i) compte tenu du report à nouveau antérieur qui s'élève à 2.749.562,17 € et de la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2012 qui s'élève à 577.848 €, constate que le bénéfice distribuable de l'exercice 2012 s'élève à 2.171.714,17 € ; et
(ii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice 2012, un montant de 0,20 € par action, soit un montant total de 322.215,20 €, et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste « *Report à nouveau* » qui s'élèverait ainsi à 1.849.498,97 €.
Cette distribution représente un dividende de 0,20 € pour chacune des 1.611.076actions composant le capital social. Ce dividende, éligible à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158-3-2° du Code général des impôts, sera mis en paiement au plus tard le 30 septembre 2013.
Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'assemblée générale rappelle que les dividendes versés au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	2011 (1)	2010 (1)	2009 (1)
Montant par action	0,20 €	0,20 €	0,24 €
Montant total	322.215,20	318.754,40	382.505,28 €

(1) Pour certains contribuables, le dividende était éligible à l'abattement de 40 % de l'article 158-3 du Code général des impôts.

Quatrième résolution (*Approbation des conventions visées par l'article L.225-38 du Code de commerce*). —L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce et relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2012, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution (*Approbation des charges non déductibles au titre de l'article 39-4 du Code général des impôts*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise des termes du rapport du conseil d'administration et en application des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des Impôts, prend acte du fait qu'aucune dépense non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés au sens de l'article 39-4 du Code général des impôts n'a été constatée au cours de l'exercice.

Sixième résolution (*Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Philippe Guinchard*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe Guinchard pour une période de six ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2018.
Monsieur Philippe Guinchard a d'ores et déjà déclaré accepter les fonctions qui lui seraient confiées et satisfaire à toutes les conditions requises pour l'exercice de son mandat d'administrateur.

Septième résolution (*Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Claude Vaury*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Claude Vaury pour une période de six ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2018.
Monsieur Jean-Claude Vaury a d'ores et déjà déclaré accepter les fonctions qui lui seraient confiées et satisfaire à toutes les conditions requises pour l'exercice de son mandat d'administrateur.

Huitième résolution (*Renouvellement du mandat de censeur de la société CDC Entreprises*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de censeur de la société CDC Entreprises pour une période de trois exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2015.
La société CDC Entreprises a d'ores et déjà déclaré accepter les fonctions qui lui seraient confiées et satisfaire à toutes les conditions requises pour l'exercice de son mandat de censeur.

Neuvième résolution (*Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société Corevise pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2018.
La société Corevise a d'ores et déjà déclaré accepter les fonctions qui lui seraient confiées et satisfaire à toutes les conditions requises pour l'exercice de son mandat de commissaire aux comptes titulaire.

Dixième résolution (*Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société FVA Audit pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2018.
La société FVA Audit a d'ores et déjà déclaré accepter les fonctions qui lui seraient confiées et satisfaire à toutes les conditions requises pour l'exercice de son mandat de commissaire aux comptes titulaire.

Onzième résolution (*Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Stéphane Marie pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2018.
Monsieur Stéphane Marie a d'ores et déjà déclaré accepter les fonctions qui lui seraient confiées et satisfaire à toutes les conditions requises pour l'exercice de son mandat de commissaire aux comptes suppléant.

Douzième résolution (*Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Henri Baumgartner pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2018.
Monsieur Henri Baumgartner a d'ores et déjà déclaré accepter les fonctions qui lui seraient confiées et satisfaire à toutes les conditions requises pour l'exercice de son mandat de commissaire aux comptes suppléant.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Treizième résolution (*Modification des termes et conditions des OCBSA émises en application de la 2ème résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 mars 2010*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,
- après avoir pris connaissance (i) de la deuxième résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 mars 2010 décidant l'émission d'obligations convertibles à bons de souscription d'actions (les « **OCBSA** »), et (ii) du contrat d'émission des OCBSA conclu le 19 mars 2010 entre la Société et FSI PME Portefeuille (le « **Contrat d'Emission Initial** »),
- et pris acte de la décision du Titulaire unique d'OCBSA du 6 juin 2013 ayant préalablement autorisé, en application de l'article L.228-103, alinéa 2, du Code de commerce, la présente assemblée générale à délibérer sur certains amendements au Contrat d'Emission Initial,

autorise lesdits amendements au Contrat d'Emission Initial et la signature du contrat d'émission d'OCBSA modifié (le « **Contrat d'Emission** »), afin notamment d'y prévoir :
(i) la faculté, pour la Société, de procéder à un remboursement anticipé partiel des OCBSA,
(ii) pour la détermination du nombre d'actions de la Société auquel donnent droit les BSA A, la modification de la formule de calcul de la Valorisation de Sortie pour 100 % des actions de la Société en l'absence d'offre ferme portant sur les titres de la Société ou d'opération sur le capital, qui sera désormais la suivante : $V_N = [(6,9 \text{ X } (EBITDA_{N-2} + EBITDA_{N-1}) / 2) – Dette\ Financière\ Nette_{N-1}]$,
(iii) la fixation du prix de souscription d'une action ordinaire souscrite sur exercice des BSA à sept (7) euros,
(iv) ainsi que les modifications corrélatives et consécutives résultant des amendements ci-dessus,
(v) et ce, dans les conditions prévues par la décision du Titulaire unique d'OCBSA du 6 juin 2013 ayant préalablement autorisé, en application de l'article L.228-103, alinéa 2, du Code de commerce, les amendements ci-dessus, et dans les conditions prévues par le projet de Contrat d'Emission mis à la disposition des actionnaires,
autorise le président du conseil d'administration et directeur général à signer le Contrat d'Emission ainsi que tout document y afférent.

Quatorzième résolution (*Pouvoirs pour formalités*). — L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée générale à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôts et autres qu'il conviendra.

_____

1. Modalités d'exercice de la faculté d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution. — Un ou plusieurs actionnaires remplissant les conditions prévues à l'article R.225-71 du Code de commerce ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution. La demande d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour de l'assemblée doit, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, être adressée au siège social (adresse postale : 11, rue Kepler, 75016 Paris), à l'attention de Clémence Falewee par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, étant précisé que la date limite de réception est fixée au 25ème jour précédant la date de l'assemblée, soit le samedi 11 mai 2013. Cette demande devra être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte justifiant, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée par l'article R.225-71 précité, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier.
La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit être motivée. La demande d'inscription d'un projet de résolution est accompagnée du texte du projet de résolution, qui peut être assorti d'un bref exposé des motifs. Lorsque le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au conseil d'administration, il est accompagné des renseignements prévus au 5° de l'article R.225-83 du Code de commerce. Le Président du conseil d'administration accuse réception des demandes d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution, par lettre recommandée, dans un délai de cinq jours à compter de cette réception.
L'examen du point ou du projet de résolution est également subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au troisième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le lundi 3 juin 2013, à zéro heure, heure de Paris.

2. Modalités d'exercice de la faculté de poser des questions écrites. — Tout actionnaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le conseil d'administration est tenu de répondre au cours de l'assemblée. Ces questions écrites sont envoyées au siège social (adresse postale : 11, rue Kepler, 75016 Paris), à l'attention de Clémence Falewee, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le vendredi 31 mai 2013. Elles sont accompagnées d'une attestation d'inscription soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier.
Conformément à la législation en vigueur, une réponse commune pourra être apportée à ces questions dès lors qu'elles présenteront le même contenu.

3. Modalités de participation à l'assemblée générale. — Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut, dans les conditions prévues à l'article L.225-106 du Code de commerce :
— prendre part personnellement à cette assemblée,
— s'y faire représenter par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, ou par un autre actionnaire,
— voter par correspondance,
— adresser au siège social de la Société (adresse postale : 11, rue Kepler, 75016 Paris), à l'attention de Clémence Falewee, un formulaire de procuration sans indication de mandataire, auquel cas il sera émis un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés par le conseil d'administration.
Pour cette assemblée, il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de communication et, de ce fait, aucun site internet visé à l'article R.225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.
Conformément aux dispositions de l'article R.225-85 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation pour assister à l'assemblée, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.
3.1. Justification du droit de participer à l'assemblée. — Conformément à l'article R.225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, le lundi 3 juin 2013 à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société Générale (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.
L'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers est constaté par une attestation de participation délivrée par ces derniers, en annexe, selon le cas, du formulaire de vote à distance, de la procuration de vote, ou de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.
L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le lundi 3 juin 2013 à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.
Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le lundi 3 juin 2013 à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.
3.2. Demande de carte d'admission. — Les actionnaires désirant assister physiquement à l'assemblée générale devront faire une demande de carte d'admission :
— pour les actionnaires inscrits au nominatif : auprès de la Société (adresse postale : 11, rue Kepler, 75016 Paris), à l'attention de Clémence Falewee ;
— pour les actionnaires au porteur : auprès de l'intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte titres.
Toutefois, si un actionnaire au porteur souhaite participer physiquement à l'assemblée et n'a pas reçu, dans les 3 jours ouvrés qui précèdent l'assemblée générale, la carte d'admission qu'il a demandée, il devra demander à son intermédiaire financier de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire au lundi 3 juin 2013 à zéro heure, heure de Paris, pour être admis à l'assemblée.
Par ailleurs, dans le cas où la carte d'admission demandée par l'actionnaire inscrit au nominatif ne lui serait pas parvenue dans les 3 jours ouvrés qui précèdent l'assemblée générale, cet actionnaire est invité, pour tout renseignement relatif à son statut, à prendre contact avec la Société (adresse postale : 11, rue Kepler, 75016 Paris), à l'attention de Clémence Falewee.
3.3. Modalités communes au vote par correspondance ou par procuration.— A défaut d'assister physiquement à cette assemblée, les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'assemblée, à leur conjoint, au partenaire avec lequel ils ont conclu un pacte civil de solidarité ou à un autre actionnaire dans les conditions légales et réglementaires, notamment celles prévues à l'article L.225-106 du Code de commerce pourront :

— pour l'actionnaire nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : TRSB Groupe, 11, rue Kepler, 75016 Paris, à l'attention de Clémence Falewee de telle façon que la Société puisse le recevoir au plus tard le lundi 3 juin 2013 ;
— pour l'actionnaire au porteur : demander ce formulaire à l'intermédiaire auprès duquel ses titres sont inscrits, et lui renvoyer dûment rempli à compter de la date de convocation de l'assemblée générale, de telle façon que les services de la Société, puissent le recevoir au plus tard lundi 3 juin 2013 ;
3.4. Vote par procuration. — Les procurations doivent être écrites, signées, communiquées au siège social (adresse postale : 11, rue Kepler, 75016 Paris), à l'attention Clémence Falewee, et doivent indiquer les nom, prénom et adresse de l'actionnaire ainsi que ceux de son mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution. Pour désigner un nouveau mandataire après révocation, l'actionnaire devra demander à la Société (adresse postale : 11, rue Kepler, 75016 Paris), à l'attention de Clémence Falewee (s'il est actionnaire au nominatif), ou à son intermédiaire financier (s'il est actionnaire au porteur), de lui envoyer un nouveau formulaire de vote par procuration portant la mention « Changement de Mandataire », et devra lui retourner de telle façon que la Société puisse le recevoir au plus tard lundi 3 juin 2013 à minuit, heure de Paris.
Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :
— pour les actionnaires au nominatif : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante clemence.falewee@trsb.net en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant Société Générale pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué ;
— pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante clemence.falewee@trsb.net en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier ou par fax) à la Société (adresse postale : 11, rue Kepler, 75016 Paris), à l'attention de Clémence Falewee.
Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard le lundi 3 juin 2013 à minuit, heure de Paris, pourront être prises en compte. Par ailleurs, seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats de représentation pourront être adressées à l'adresse électronique clemence.falewee@trsb.net, toute autre demande ou notification à cette adresse portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et /ou traitée.

Le Conseil d'administration.

1302494